



**Le Glass-Steagall Act :
garant d'une
Suisse souveraine**

INSTITUT SCHILLER



INSTITUT SCHILLER

Association déclarée, régie par la loi du 1er juillet 1901 - JO du 13 septembre 1984
101 rue Mouffetard - 75005 Paris - Tél. : +33 (0)1 4239 6446

**Le Glass-Steagall Act :
garant d'une
Suisse souveraine**

Sommaire

- 7 Introduction :
Mise à jour sur le tsunami financier qui vient
Jacques Cheminade
- 19 Le Glass-Steagall Act : garant d'une Suisse souveraine
Odile Mojon
- 27 Pourquoi l'économie est la plus belle des sciences
Jacques Cheminade
- 33 La vraie révolution,
c'est le retour au crédit public d'Hamilton
Karel Vereycken
- 35 La valeur de l'argent
Benoit Chalifoux
- 37 Mettre les banques au pas, l'exemple de la France
Bertrand Buisson
- 40 Encadré : donner une mission à l'économie

Introduction :

Mise à jour sur le tsunami financier qui vient

Jacques Cheminade

Le rapport Alexander, *Financial crisis inquiry commission report*, publié en janvier 2011 par le gouvernement américain après une enquête extrêmement rigoureuse du Congrès, établit un diagnostic sans ambiguïté sur la crise financière américaine de 2007-2008. Elle était prévisible, elle aurait pu être évitée si les intervenants sur le marché avaient décidé de ne plus se brûler les ailes au soleil de la spéculation et elle a été provoquée par la complicité entre les grandes banques et le Trésor public américain. A la question : une telle crise peut-elle se reproduire ? La majorité des rédacteurs répondait alors « oui, sans aucun doute », si des mesures réellement correctrices ne sont pas prises. Elles ne l'ont pas été, et nous sommes en 2014.

Précisément, dans *L'Express* du 28 mai 2014, Jacques Attali, dont on est en droit de contester les propositions mais non la lucidité du diagnostic, constate que, depuis plus de vingt-cinq ans, une grande crise économique et financière s'est déclenchée tous les sept ans : octobre 1987, décembre 1994, avril 2001 et été 2008. Il conclut : « *Nous approchons de la fin d'une nouvelle période de sept ans. Des bulles se sont, partout, reformées... En toute logique, cette crise devrait se déclencher en 2015. Si l'on ne s'y prépare pas, elle sera pire que les précédentes, en particulier en Europe. Pour deux raisons : d'une part parce que presque tous les jokers ont été utilisés ; nul ne pourra s'endetter davantage et la BCE, même en ayant recours à tous les moyens à sa disposition, y compris les plus hétérodoxes, ne pourra pratiquement rien. D'autre part, parce que, à la différence des crises précédentes, le monde est loin d'être en paix : guerres et menaces de guerres, civiles ou entre nations, se multiplient, rendant les investisseurs plus frileux encore.* » Qu'un homme appartenant au système dominant se livre à de telles prévisions est révélateur de l'état des choses dans le monde.

Pour ma part, n'étant en rien redevable aux commodités de ce système, j'avais dès 1993 tiré la sonnette d'alarme dans *Les produits dérivés : une bombe H financière*. Je montrais alors que l'existence de produits financiers dérivés, pour une valeur de 8000 milliards de dollars, et détenus par un nombre très restreint de grandes banques, constituait un facteur de déséquilibre potentiellement destructeur si rien n'était fait pour le contrôler. Rien n'a été fait, à l'exception de quelques mesures secondaires de « régulation », avec pour résultat que les mêmes produits financiers dérivés représentent aujourd'hui, en notionnel sous-jacent, plus de 750 000 milliards de dollars selon les chiffres officiels, sous-estimant très certainement la réalité. Cela signifie dix fois le produit intérieur brut annuel de l'ensemble du monde. C'est dire que le système n'est plus gérable dans les termes mêmes du système ! Certes, les banques allèguent que le montant des paris qu'elles font ne se monte qu'à environ 25 000 milliards de dollars, compte tenu de l'effet de levier, mais il n'en reste pas moins que l'impact causé sur les marchés est bien de 750 000 milliards, et que si, en cas de crise grave, les perdants ne peuvent payer les gagnants, cette absence de contreparties fera s'écrouler tout le château de cartes.

Au-delà des questions concernant les erreurs ou les omissions des banques centrales, des Etats ou des opérateurs sur les marchés eux-mêmes, **c'est ce vice inhérent au système, équivalent à l'émission constante de fausse monnaie, qui est la cause fondamentale des crises** depuis les vingt-cinq ans mentionnés par Attali. A la base, les effets conjugués de trois choses : - le découplage entre la monnaie dominante, le dollar, et l'or le 15 août 1971 ; - le « big bang » de Londres le 27 octobre 1986, avec sa déréglementation à tout va ; - et l'abrogation aux Etats-Unis de la loi Glass-Steagall de séparation bancaire, par la loi Gramm-Leach-Bliley promulguée en novembre 1999, suivie en décembre 2000 par la réforme de la loi sur les produits dérivés. Cette dernière rendait non seulement les marchés de gré à gré parfaitement libres mais dérégulait les opérations comme à Londres. A partir de là, le système spéculatif s'est emballé dans le monde, promu par les techniques les plus avancées du numérique et de l'informatique.



I - La situation des marchés : un capitalisme dévoyé, mondialisé et hors la loi

L'Institut européen de la statistique (Eurostat), dans son nouveau « système européen de comptes », recommande aux pays membres de prendre en compte, à partir de septembre 2014, les activités liées à la prostitution et au trafic de drogue dans le calcul de leur produit intérieur brut (PIB). Cela est censé mieux « refléter les mutations de l'économie ». Les Pays-Bas, la Suède et la Lituanie intègrent déjà ces activités dans leur PIB, tandis que l'Espagne, la Suède, l'Italie et la Grande-Bretagne ont annoncé qu'elles allaient également le faire. Pour cette dernière, ce nouveau mode de calcul lui permettra de doper son PIB de 6,5 milliards d'euros grâce à la prostitution et de 5,4 milliards grâce au trafic de drogue. Ce dopage devrait gonfler la croissance des pays, donc réduire mécaniquement le taux exigé pour leur endettement, leur permettant ainsi d'emprunter encore davantage à de meilleures conditions. En France, l'INSEE veut maintenir la distinction entre économie interdite et économie dissimulée (comme le travail au noir qui, lui, est pris